

Breton, d'importants groupes de Canadiens de langue française sont coupés de toute émission de radio ou de télévision dans leur langue. Je dis respectueusement que Radio-Canada devrait étudier ce problème et voir s'il n'y aurait pas moyen d'assurer la radiodiffusion en français à ces groupes des provinces Maritimes. Il faudrait étudier l'à-propos d'aménager une station de télévision à Moncton, centre culturel et éducatif important de ces provinces. Je suis sûr que, s'ils participent au présent débat, mes collègues des provinces Maritimes qui siègent de ce côté-ci de la Chambre voudront parler de cette question, qu'ils pourront probablement traiter mieux que moi.

Dans les provinces des Prairies, on trouve quatre stations de télévision en langue française: à Saint-Boniface, Edmonton, Saskatoon et Gravelbourg. Il ne s'agit nullement de stations commerciales. Elles rendent un service public et ont reçu l'aide des trois provinces des Prairies: le Manitoba, la Saskatchewan et l'Alberta, et des sommes considérables de la province de Québec. Ces quatre stations fonctionnent dans des conditions très difficiles. On se demande pendant combien de temps elles pourront se maintenir. Elles ont besoin d'aide. En toute déférence, je dirai que le gouvernement devrait faire en sorte que ces stations ne disparaissent pas. Il devrait étudier le meilleur moyen de leur venir en aide.

Je reviens maintenant avec grand plaisir à une déclaration que je trouve dans le chapitre dont il a déjà été question, la partie qui a trait aux stations de diffusion en langue française dans l'Ontario. Voici ce que je lis à la page 270:

La Commission a constaté dans la province d'Ontario un phénomène nouveau et plutôt réconfortant de la vie canadienne. Il s'agit de l'acceptation croissante, au moins par les éléments les plus éveillés et les plus réfléchis de la population, du fait que la langue française constitue un levain de culture pour l'ensemble de la vie canadienne. Plusieurs personnalités de langue anglaise ont demandé qu'on cherche le moyen d'étendre le service du réseau français de radiodiffusion à Toronto.

Permettez-moi maintenant de citer un extrait du mémoire présenté par l'*Ontario Modern Language Teachers' Association*. Voici comment il se lit:

Le français occupe une place importante dans le programme de toutes les écoles secondaires de l'Ontario. Son importance dans le programme des écoles secondaires était probablement attribuable à un moment donné à la proximité de la province de Québec. Toutefois, avec le temps, l'étude du français s'est révélée si efficace comme discipline scolaire qu'elle a presque supplanté le latin. On calcule que 80 p. 100 des étudiants qui poursuivent leurs études universitaires choisissent le français comme langue à étudier durant leur dernière année d'école secondaire... Nous nous rendons

bien compte que le titulaire de classe doit consacrer tellement de temps à l'enseignement formel du français qu'il ne peut pas, dans bien des cas, s'assurer que chacun des 35 ou 40 élèves de chaque classe arrive à parler le français de façon satisfaisante. Toutefois, les étudiants qui se trouvent dans un milieu de langue française après avoir complété le cours de français de nos écoles secondaires atteignent très facilement une facilité suffisante pour les besoins de la conversation ordinaire. L'occasion d'entendre des émissions populaires en français stimulerait grandement l'intérêt des étudiants pour le français parlé et ce serait presque aussi efficace qu'un séjour prolongé en milieu de langue française. L'enthousiasme avec lequel les étudiants parlent des émissions en français entendues à la radio ou des films français vus au cinéma indique que ces émissions auraient une large et chaleureuse audience surtout dans les centres urbains.

Après avoir cité ce mémoire, je n'hésite pas à dire qu'il fait beaucoup pour souder et unir les divers éléments qui constituent notre pays. J'aimerais m'arrêter ici un moment pour faire ressortir le contraste entre cette déclaration et celle qui a été faite récemment à Montréal par le grand maître de la loge d'Orange, comme le rapporte le *Globe and Mail* de Toronto du 27 juin 1958:

M. Leslie H. Saunders, de Toronto, grand maître de la Grande loge d'Orange de l'Amérique britannique, déclare s'opposer à l'enseignement obligatoire du français dans les écoles d'Ontario.

Il a dit: "Le Canada n'est pas un pays bilingue. C'est un pays de langue anglaise, avec une province bilingue."

Parlant au congrès annuel de la loge hier, il a dit que l'enseignement du français et de l'anglais peut avoir de la valeur dans le Québec, où la population est en grande partie canadienne-française. Même cette province a 500,000 personnes de langue anglaise.

M. Maloney: Pourquoi n'avez-vous pas lu l'éditorial écrit à ce sujet, aussi?

L'hon. M. Chevrier: Malheureusement, je ne l'ai pas. J'ai donné lecture de la déclaration qui figure dans cette coupure de journal.

M. Deschatelets: Pourquoi le représentant de Parkdale ne fait-il pas ses propres discours?

L'hon. M. Chevrier: J'allais dire que par bonheur pour notre pays le Grand Maître représente un groupement très petit et pas trop important du Canada.

M. Bigg: Pourquoi le citer, alors?

L'hon. M. Chevrier: Je suis sûr que la vaste majorité des membres de la Chambre n'approuvent pas une telle déclaration, car n'avons-nous pas souvent constaté à la Chambre que divers ministres, y compris le premier ministre lui-même (M. Diefenbaker) désirent parler français? Je me trouvais à Québec il n'y a pas longtemps; j'ai écouté le premier ministre parler français pendant quelques moments. A mon avis, il doit s'être